

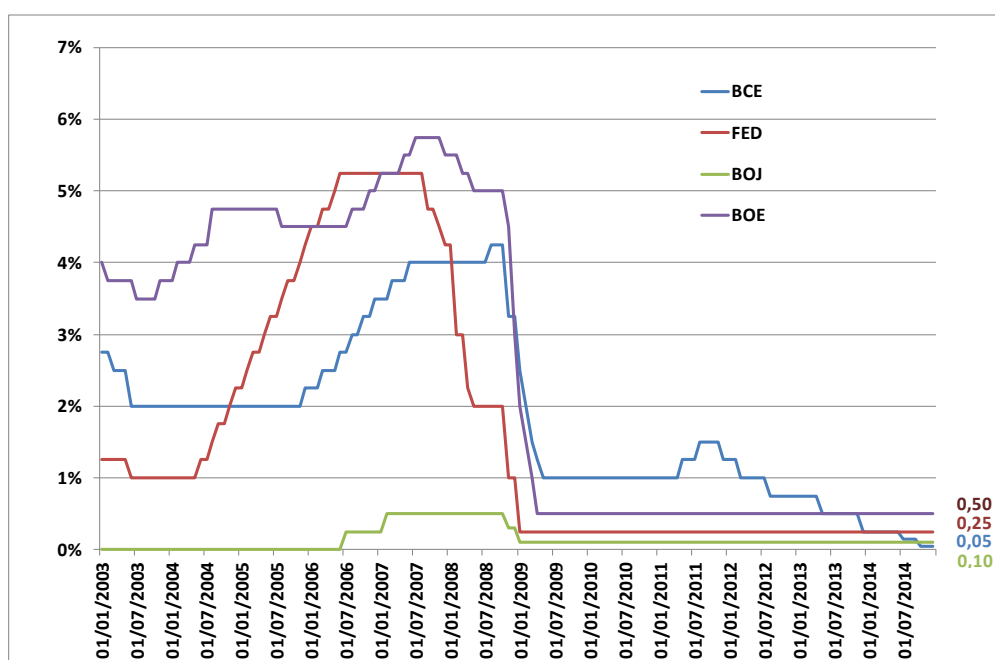
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Taux inchangés et mise en place d'outils non conventionnels

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 4 décembre 2014, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse: « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire (...), nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. S'agissant de nos mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé à acheter des obligations sécurisées et des titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes dureront au moins deux ans. La semaine prochaine, nous allons conduire la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée, qui sera suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Prises dans leur ensemble, nos mesures auront une incidence notable sur notre bilan, qui est destiné à se rapprocher des dimensions qu'il affichait début 2012. (...) Le Conseil des gouverneurs réévaluera en début d'année prochaine le degré d'assouplissement monétaire accompli, l'expansion du bilan et les perspectives d'évolution des prix. Nous évaluerons également l'incidence plus large des évolutions récentes des cours du pétrole sur la tendance à moyen terme de l'inflation dans la zone euro. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : la hausse du chômage continue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est établi à 3 460 900 en France métropolitaine fin octobre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin septembre 2014 (+0,8 %, soit +28 400). Sur un an, il croît de 5,5 %.

Europe : Stabilité du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en octobre 2014, stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9% d'octobre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0% en octobre 2014, également stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,7% d'octobre 2013. Eurostat estime qu'en octobre 2014, 24,413 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,395 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 42 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2013, le chômage a baissé de 1,549 million de personnes dans l'UE28 et de 547 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,9%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), et les plus élevés en Grèce (25,9% en août 2014) et en Espagne (24,0%).

Inflation

France : baisse de l'IPC en novembre

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,2 % après une stabilité le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 %. Sur un an, l'IPC augmente de 0,3 %, en repli par rapport à octobre (+0,5 %). Hors tabac, l'IPC croît également de 0,3 % sur un an.

Inflation en baisse en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3% en novembre 2014, en baisse par rapport au mois d'octobre, où il était de 0,4%. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,1%, contre 1,2% en octobre), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5%, stable par rapport à octobre), des biens industriels hors énergie (0,0%, contre -0,1% en octobre) et de l'énergie (-2,5% contre -2,0% en octobre).

Asie

Japon : récession plus importante que prévu

Le PIB a reculé de 0,5 % au troisième trimestre, après une chute de 1,7 % au trimestre précédent. Ce repli est imputable en grande partie à l'entrée en vigueur, au printemps dernier, d'une TVA à 8 %, contre 5 % auparavant.

OCDE

Rapport sur la corruption

L'organisation a analysé 427 affaires survenues depuis 15 ans et constate que « la plupart des corrupteurs et des corrompus viennent des pays riches ». L'Allemagne et la Corée du Sud arrivent respectivement en deuxième et troisième position. Par ailleurs, 53 % des cas de corruptions impliquent des cadres d'entreprise.

Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale: http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/governance/rapport-de-l-ocde-sur-la-corruption-transnationale_9789264226623-fr#page1

Augmentation de la pression fiscale dans les Pays de l'OCDE

Pour la quatrième année consécutive, la pression fiscale dans les pays de l'OCDE s'est accrue en 2013 pour atteindre, en moyenne, 34,1 % du PIB. La TVA représentait en 2012 près de 20 % des recettes totales. Le taux normal de TVA a atteint un niveau moyen record de 19,1 % en janvier 2014, contre 17,6 % en janvier 2009. L'Europe est au-dessus de la moyenne avec un taux normal de 21,7 %. Pour l'OCDE, il est préférable d'avoir un taux normal de TVA peu élevé avec une assiette large, et éviter de recourir à des taux réduits sur certains produits. L'organisation préconise la suppression des taux réduits qui bénéficient davantage aux plus riches.

<http://www.oecd.org/fr/presse/les-recettes-fiscales-rebondissent-apres-la-crise-mais-les-structures-fiscales-des-pays-different-fortement-selon-locde.htm>

2 – Brèves économiques locales

Budget 2015 : les autorisations d'engagement de l'État en croissance de 4,4 % en 2015

Le volume des autorisations d'engagement de l'État envers la Polynésie française devrait croître de 4,4 % entre 2014 et 2015. Elles s'établissent en 2015 à 589 827 F CFP par habitant. La dotation de développement économique (DGDE) s'élève à 16,2 milliards de F CFP, avec des crédits de paiement stables sur le triennal. Par ailleurs, l'engagement de l'État sur le prochain Contrat de projet (2015-2020) s'établit à 21,2 milliards de F CFP, soit 84 000 F CFP par habitant.

Budget du Pays : 133,7 milliards de F CFP en 2015

Le budget prévisionnel 2015 a été présenté à l'Assemblée de Polynésie française le 4 décembre. Il s'établit à 133,7 milliards de F CFP, dont 108,6 milliards de F CFP de dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 38,9 milliards de F CFP, suite au report en 2015 de 23 milliards de F CFP non consommés en 2014. Le budget prévoit près de 7 milliards de F CFP de nouveaux emprunts, portant à 95,7 milliards de F CFP la dette prévisionnelle à fin 2015.

Financement : la Banque européenne d'investissement (BEI) accorde une ligne de crédit de 1,6 milliard de F CFP

La Banque européenne d'investissement (BEI) a signé le 27 novembre avec la Banque de Tahiti une convention de prêt de 1,6 milliard de F CFP, dans la continuité d'une ligne de crédit de 952 millions de F CFP conclue en mars 2013. La BEI soutiendra d'une part les travailleurs indépendants et les petites entreprises, à hauteur de 716 millions de F CFP. Ceux-ci bénéficieront de crédits à taux privilégiés. D'autre part des investissements dans les domaines de l'environnement, des énergies renouvelables et du traitement des déchets (954 millions de F CFP). Dans ce cadre, le 5 décembre, la Banque de Tahiti et la société Enviropol ont signé un accord pour un financement de 230 millions de F CFP.

Tarifs bancaires : accord de concertation signé le 8 décembre 2014

Le Haut-commissaire, les établissements bancaires ainsi que l'Office des postes et télécommunications (OPT), avec l'appui de l'IEOM, ont conclu un accord de modération des tarifs bancaires le 8 décembre, à l'issue d'un processus de concertation initié depuis plus d'un an. En comparaison de la tarification en vigueur en avril 2014, les banques polynésiennes et l'État se sont accordés sur une baisse globale affichée de 10,4%.

Éducation : la Chambre territoriale des comptes met en évidence les difficultés du système scolaire

La Chambre territoriale des comptes (CTC) a publié, le 11 décembre, un rapport sur la politique de l'éducation en Polynésie française depuis 2004. Le système scolaire ne parvient pas à résoudre les difficultés posées par l'inégalité des conditions sociales des élèves et par l'isolement des archipels éloignés. Le taux d'accès au baccalauréat général est de 16,5 %. Tous bacs confondus, la performance actuelle du territoire équivaut, selon le rapport de la CTC, au niveau métropolitain de 1992. En 2013, le nombre d'élèves sans diplôme ni qualification était estimé à 2 181.

Transport aérien : Air Tahiti réceptionne un nouvel ATR

Air Tahiti a intégré un nouvel ATR72 à sa flotte, complétant la livraison de deux ATR42 en novembre 2013 et juillet 2014. La compagnie, qui avait passé commande en décembre 2012 de trois ATR42 et de quatre ATR72, envisage le renouvellement complet de sa flotte pour 2019. Par ailleurs, après six mois de travaux, la réfection de la piste de l'aéroport de Tahiti Faa'a est achevée.

Logement social : lancement des travaux de 180 logements sociaux

Un programme de 60 logements sociaux représentant un investissement de 1,4 milliard de F CFP a été lancé le 3 décembre à Faa'a, pour une livraison prévue courant 2016. De même, la construction des 120 logements du domaine Labbé à Pirae devrait débuter prochainement. Cette opération de 2,3 milliards de F CFP est financée conjointement par l'État et le Pays dans le cadre du Contrat de projet. En matière de réalisations, 25 logements à Punaauia devraient être livrés prochainement et un ensemble de 80 logements à Faa'a devrait être mis en service en avril 2015. Sur l'année, 25 logements auront été livrés, contre 32 en 2013.

Commerce : ouverture d'un centre commercial de 3 700 m² à Faa'a

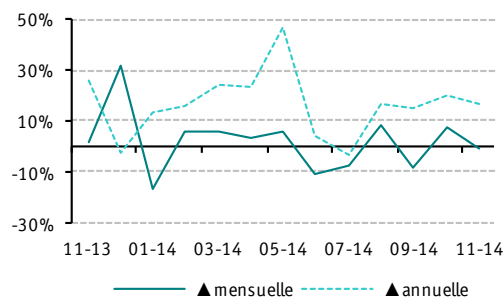
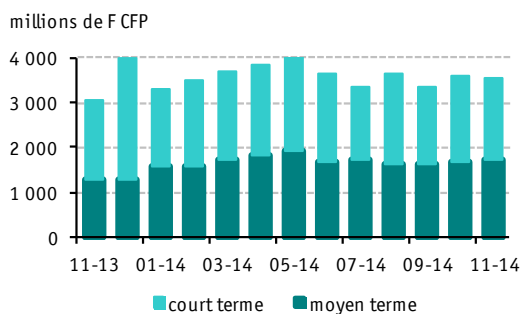
Un nouveau centre commercial, constitué d'un hypermarché *Carrefour* et d'une galerie marchande de 25 boutiques, a ouvert ses portes à Faa'a, sur l'île de Tahiti, le 2 décembre. Le *Pacific Plaza*, qui a fait l'objet d'un investissement de près de 4 milliards de F CFP, a permis la création de 150 emplois pendant les deux années de construction et génère 350 emplois à l'ouverture.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Léger recul du refinancement en novembre

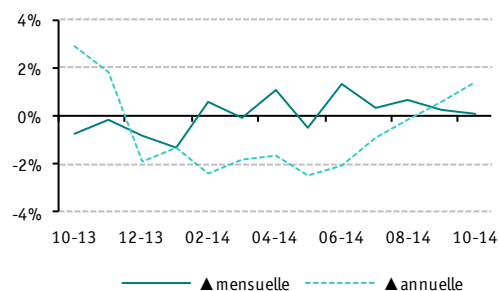
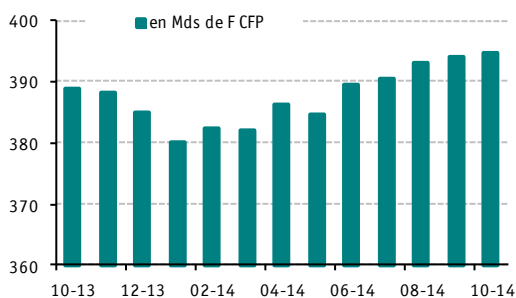
en millions de F CFP	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 756	1 919	1 820	-5,1%	3,7%
Utilisations à moyen terme	1 273	1 656	1 709	3,2%	34,2%
Refinancement total	3 029	3 575	3 529	-1,3%	16,5%



Masse monétaire

Augmentation de la masse monétaire

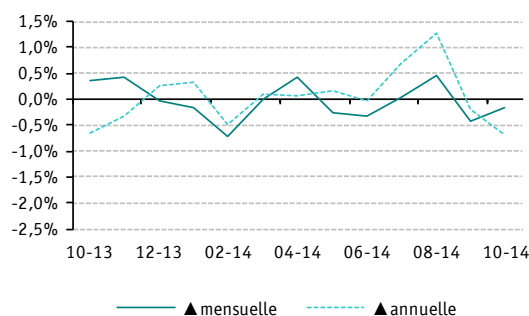
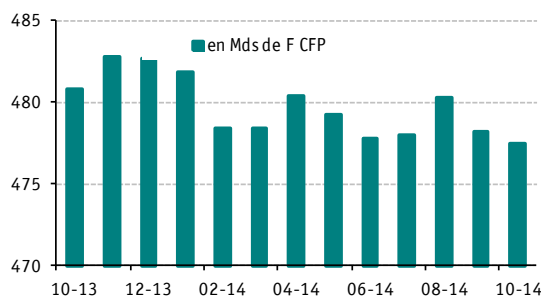
en millions de F CFP	oct-13	sept-14	oct-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 591	12 011	12 602	4,9%	-13,6%
Dépôts à vue	151 722	152 746	150 992	-1,1%	-0,5%
Comptes sur livrets	97 665	98 772	99 823	1,1%	2,2%
Comptes d'épargne logement	415	395	386	-2,1%	-7,0%
Dépôts à terme	122 828	122 488	129 337	5,6%	5,3%
Autres	1 712	7 661	1 430	ns	-16,5%
Total M3	388 933	394 073	394 570	0,1%	1,4%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits de trésorerie et d'équipement

en millions de F CFP	oct-13	sept-14	oct-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	123 913	111 672	111 213	-0,4%	-10,2%
Crédits d'équipement	69 346	72 423	72 052	-0,5%	3,9%
Crédits à l'habitat	164 685	167 684	168 557	0,5%	2,4%
Autres crédits	62 213	63 936	62 732	-1,9%	0,8%
Créances douteuses brutes	60 606	62 460	62 859	0,6%	3,7%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 763	478 175	477 413	-0,2%	-0,7%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-14	107,9	107,9	107,8	0,0%	0,0%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct-14	113,8	113,4	113,5	0,1%	-0,3%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	oct-14	1 898,5	819,4	1 264,7	ns	-33,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	oct-14	14 097	13 588	13 423	-1,2%	-4,8%
<i>(source : ISPF)</i>						
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	oct-14	2 317	2 186	2 005	-8,3%	-13,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	oct-14	62	151	178	17,5%	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov-14	95	191	112	ns	17,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-14	468	486	481	-1,0%	2,8%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	oct-14	2 012	1 861	2 224	19,5%	10,6%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	oct-14	3 166	2 918	3 546	21,5%	12,0%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov-14	210	437	215	ns	2,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-14	2 818	2 712	2 739	1,0%	-2,8%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	oct-14	813	393	642	ns	-21,0%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	oct-14	105	109	117	7,2%	11,2%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	oct-14	107	51	212	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	oct-14	138	134	110	-17,4%	-19,8%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	oct-14	15	29	45	ns	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	oct-14	45	47	59	25,7%	29,6%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	oct-14	54	63	51	-18,9%	-5,5%
Tourisme						
Nombre de touristes	août-14	14 655	17 656	14 603	-17,3%	-0,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	oct-14	67,7%	74,3%	74,4%	0,1 pts	6,7 pts
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>						
Indicateurs financiers						
(Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-14	57 544	58 985	58 241	-1,3%	1,2%
<i>Comptes sur livret</i>	oct-14	91 898	92 882	93 815	1,0%	2,1%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-14	68 106	68 083	68 119	0,1%	0,0%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-14	80 508	76 932	75 533	-1,8%	-6,2%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-14	44 118	44 037	51 532	17,0%	16,8%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-14	75 953	71 830	71 920	0,1%	-5,3%
<i>Crédits à l'habitat</i>	oct-14	145 104	149 661	150 406	0,5%	3,7%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-14	41 142	33 214	32 638	-1,7%	-20,7%
<i>Crédits d'équipement</i>	oct-14	60 372	64 174	63 777	-0,6%	5,6%
<i>(source : IEOM)</i>						

4 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	2,90%
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire	
	28/11/2014	31/10/2014	Var. M-1	taux	date d'effet
EONIA	0,1280%	0,0820%	+ 0,046 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,0200%	0,0100%	+ 0,010 pt		
EURIBOR 3 mois	0,0820%	0,0860%	- 0,004 pt		
EURIBOR 6 mois	0,1800%	0,1890%	- 0,009 pt		
EURIBOR 12 mois	0,3310%	0,3400%	- 0,009 pt		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal	
	nov.-14	oct.-14	Var. M-1	taux	JORF
TMO	1,3800%	1,4800%	- 0,100 pt	0,04%	06/02/2014
TME	1,1800%	1,2800%	- 0,100 pt	0,04%	01/03/2013

Définitions						
EONIA: Euro OverNight Index Average						
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate						
TMO : taux moyen des obligations publiques						
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme						

devise	USD			JPY			GBP		
	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014
taux JJ	0,170%	0,170%	0,170%	0,047%	0,043%	0,044%	0,425%	0,480%	0,500%
3 mois	0,205%	0,270%	0,280%	0,106%	0,114%	0,116%	0,600%	0,600%	0,610%
10 ans emprunts phares	2,200%	2,340%	2,490%	0,420%	0,460%	0,520%	1,920%	2,240%	2,430%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Prêts-relais	5,19%	Découverts en compte	13,39%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,28%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,59%	Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,47%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	95,5954	1 NZD/XPF	75,1507	1 HKD/XPF	12,3269	1 GBP/XPF	150,0462	
100 JPY/XPF	80,7988	1 AUD/XPF	81,4718	1 SGD/XPF	73,3537	100 VUV/XPF	96,7965	1 FJD/XPF	48,8524